



**Discours de Monsieur Joachim Gauck,
Président de la République fédérale d'Allemagne,
à l'occasion de la séance publique du Comité des
Représentants permanents de l'Union africaine
le 18 mars 2013 à Addis-Abeba**

. Il y a un an jour pour jour, j'étais élu président de mon pays. C'est pour moi un grand honneur et une grande joie de m'adresser à vous aujourd'hui, en ce premier anniversaire de ma présidence, à l'occasion d'un grand événement puisque l'Afrique célèbre cette année le cinquantième anniversaire de la fondation de l'OUA, l'Organisation de l'unité africaine. Au nom de l'Allemagne, je vous en félicite très chaleureusement.

En cinquante ans, vous avez fait beaucoup bouger les choses. C'est d'autant plus vrai que cinq décennies ne représentent pas grand-chose dans la longue histoire de ce continent.

Il y a plus de cinq cent ans, les échanges politiques entre l'Afrique et l'Europe existaient déjà : au XV^e siècle, des missions diplomatiques de l'Afrique subsaharienne étaient présentes auprès de différentes cours européennes. Elles venaient d'Éthiopie, mais aussi du Congo, du Bénin et du Sénégal, pour n'en citer que quelques-unes.

Ce qui est important à mes yeux, c'est que ces visites rassemblaient des pairs, qui se rencontraient sur un pied d'égalité. Les diplomates supportaient un long et pénible voyage, le climat était hostile et l'environnement, étranger. Néanmoins, ils ne trouvaient pas dans les sociétés européennes que du nouveau. Ils y étaient également confrontés à des conditions sociales qui ne pouvaient leur être inconnues.

L'Europe de l'époque, celle d'avant les Lumières, était un continent avec un ordre social figé. Qui était pauvre le restait, qui naissait riche, de même. Les autorités séculières régnaient par la grâce de Dieu et la peur des esprits surnaturels habitait de nombreux cœurs.

Quatre siècles plus tard, l'Europe est radicalement différente. Du pouvoir arbitraire exercé sur des sujets craintifs, elle a parcouru un long chemin jusqu'aux droits de l'homme et à une fière citoyenneté. Les valeurs de l'Europe d'aujourd'hui que sont la liberté et la justice ont dû s'imposer de haute lutte face aux traditions en vigueur.

Paradoxalement, ce progrès européen a eu des répercussions négatives sur la relation avec l'Afrique. En effet, alors que les habitants de notre continent se battaient pour conquérir leurs droits en Europe, ils ne voulaient pas les concéder aux autres parties du monde. Les droits de l'homme furent régionalisés et relativisés. C'est pourquoi, dès le XVIII^e siècle, Edmund Burke, écrivain, philosophe et homme politique conservateur, critiquait la « moralité géographique » qui voulait que les règles s'appliquant aux citoyens européens ne soient pas les mêmes que pour les sujets des colonies. Ce qui devait arriver arriva : les colonisés rejetèrent à leur tour cette éclatante contradiction européenne. Les esclaves se révoltèrent en Haïti et revendiquèrent pour eux-mêmes les idéaux de la Révolution française. L'histoire mena de l'esclavage, qui bénéficia de l'appui africain, à l'exploitation coloniale et finalement jusqu'à l'apartheid. Dans son discours historique devant l'OUA en 1994, Nelson Mandela devait comparer symboliquement les blessures laissées par ce passé d'exploitation en Afrique à la destruction de Carthage.

Dans ce même discours, Nelson Mandela mentionnait par ailleurs ce qui est déterminant pour l'avenir de l'Afrique, à savoir que la conscience de ces humiliations est associée à la pleine confiance que l'Afrique sortira de cette ombre et ouvrira un nouveau chapitre de son histoire. L'Union africaine, c'est-à-dire vous, Mesdames et Messieurs, écrivez une part importante de cette histoire nouvelle.

Je partage la certitude de Nelson Mandela et me réjouis d'avance de pouvoir découvrir pas à pas ces potentiels au cours de ma visite et de faire la connaissance de celles et ceux qui portent ensemble la responsabilité de l'avenir de l'Afrique. L'Afrique n'a pu apparaître que relativement tard dans mon parcours personnel. J'ai été d'autant plus conquis moi-même par la confiance qui émane de Nelson Mandela quand j'ai eu l'occasion de vivre l'amour de la vérité, le désir de réconciliation et la volonté que nous associons tous à l'archevêque Desmond Tutu en Afrique du Sud. L'Afrique a fait don à notre monde de femmes et d'hommes d'exception. Là où les habitants du continent africain réclament une plus juste répartition, ils sont sur la voie de l'avenir. Passer de la condition de sujet condamné à la passivité politique et culturelle à celle de fier citoyen, libre de ses jugements et ayant droit à la liberté n'a rien d'une promenade, en Europe pas plus qu'en Afrique.

Autant ma vie sous une dictature communiste ne m'a pas permis pendant de longues années de me rendre en Afrique, autant elle m'a

amené à lutter pour la démocratie. Ainsi, voir des Africaines et des Africains faire la queue pendant des heures, voire des jours entiers, pour aller voter m'impressionne beaucoup aujourd'hui. Et cela m'enthousiasme de voir que la démocratie connaît un essor dans de nombreuses régions de l'Afrique ! À la fin de la guerre froide, l'Afrique comptait trois démocraties. Aujourd'hui, elles sont une vingtaine. Ici aussi, je vois clairement quelle direction prend l'histoire : dans tous les pays du continent, les gouvernements issus d'élections démocratiques devraient se soumettre au contrôle de parlements forts. Et dans tous les pays du continent, les peuples devraient pouvoir élire ou révoquer leurs gouvernements !

Je chante les louanges de la démocratie, sachant bien que les élections sont loin d'établir à elles seules la réussite d'une démocratie. Nul mieux que vous ne pourrait témoigner d'une aggravation des tensions entre groupes ethniques, pour ne citer qu'un exemple, à la suite d'élections. L'Afrique doit relever des défis spécifiques et trouver la voie africaine de la démocratie. Au Congo et au Nigéria, il existe plusieurs centaines de groupes ethniques ; et même au Tchad, un pays relativement peu peuplé, on parle plus d'une centaine de langues. Au contraire, l'État-nation à l'européenne repose sur l'idée d'un seul et unique peuple. Et pourtant, en Europe aussi, il a fallu plusieurs générations pour que l'idée de citoyenneté et de nationalité partagée puisse s'enraciner dans les sentiments et le cœur des citoyens. Quel chemin prendra l'Afrique ? Il est évident que si tous les peuples africains voulaient bâtir leur propre État, cela aboutirait à des milliers d'États. Qui peut vouloir une telle évolution ? Et comment les pays d'Afrique gèrent-ils leur diversité ethnique ? Ces questions font largement débat sur le continent africain. C'est le seul moyen d'avancer. La décentralisation est-elle la clef d'un plus grand sentiment d'appartenance et d'une meilleure gestion des affaires publiques ? C'est la position que défend Ousmane Sy, économiste du développement et responsable politique de nationalité malienne, dans son livre « Reconstruire l'Afrique ». Ou bien l'identité nationale naît-elle en donnant la priorité à une langue africaine plutôt qu'aux autres, comme c'est le cas en Tanzanie ? Les réponses à ces questions viendront, et elles viendront de la bouche d'Africains. L'Afrique enrichira l'histoire de la démocratie de ses propres éléments. Les Africains ressentent dans leur cœur un nouveau sentiment national, chaque Coupe d'Afrique des Nations le montre. Au cours de cet événement, qui est suivi chez nous également avec grand intérêt, les supporters des pays africains s'enthousiasment pour leur équipe nationale de football.

Quand je parle de l'importance des nations, je ne cherche pas à éluder une interrogation critique : Quand un État mérite-t-il la confiance de ses citoyens ? Quand défend-il leurs intérêts ? Quand parle-t-il leur langue ? Ne nous leurrons pas : c'est souvent à leur

famille, à leur groupe ethnique, et non à leur nation et à leur pays que va la loyauté première des humains.

La manière dont l'État fait usage, par exemple, des recettes fiscales et des aides au développement qui lui ont été confiées détermine la méfiance ou la confiance à son égard. Les gouvernants investissent-ils dans l'intérêt général ou distribuent-ils les fonds publics à leurs favoris ? Je sais quelles tensions s'exercent ici sur les responsables politiques dont on attend qu'ils privilégient leur ethnie, comme d'autres dirigeants avant eux ont favorisé leurs groupes. Ce jeu ne se joue pas qu'en Afrique.

Je tiens donc à dire d'autant plus clairement ceci : pour qui veut réduire durablement les tensions interethniques, une gestion transparente et fondée sur la primauté du droit est incontournable, précisément dans le domaine des finances publiques.

Céder à la pression à court terme ne sert pas le développement à long terme. Là aussi, malgré la complexité d'une situation hostile à tout progrès, j'ai confiance dans les débats critiques au sein de la société civile africaine.

Ahmadou Kourouma, le célèbre écrivain ivoirien, décrit dans son roman intitulé « En attendant le vote des bêtes sauvages » comment un nouveau chef d'État dont le pays vient d'accéder à l'indépendance apprend le métier avec l'aide de ses collègues expérimentés. Voici le conseil que lui donne un vieux collègue tel un Machiavel de la finance africaine : « La première méchante bête qui menace au sommet de l'État et en tête d'un parti unique s'appelle la fâcheuse inclination en début de carrière à séparer la caisse de l'État de sa caisse personnelle. (...) Il n'y a pas d'avenir et d'autorité en Afrique indépendante pour celui qui exerce le pouvoir suprême s'il ne s'affiche pas comme le plus riche et le plus généreux de son pays. Un vrai et grand chef africain, sans cesse et tous les jours, offre. » Voici donc les bons conseils largement éprouvés dont Ahmadou Kourouma transmet l'ironie mordante avec maîtrise. En lisant cela, on ne peut que se demander avec l'auteur si le clientélisme doit demeurer la caractéristique identitaire des grands chefs africains. Bien sûr que non ! Vous tous œuvrez pour qu'il n'en soit pas ainsi.

Dans ce sens, c'est une bonne nouvelle pour la démocratie en Afrique qu'un nombre croissant d'Africains veuillent savoir où passe leur argent, qu'ils veuillent savoir si les intérêts personnels et les caisses publiques sont bien séparés. Cela s'applique aussi en particulier aux crédits d'aide au développement. Quand la liberté de presse et de réunion grandit sans cesse sur le continent, cela représente une réelle avancée pour la démocratie. La critique est ainsi plus difficile à museler. Les véritables partenaires de l'Afrique soutiennent ces changements.

Je suis moi-même intimement persuadé que partout dans le monde, il y a eu d'abord des démocrates et que la démocratie n'est venue que longtemps après, parfois, comme forme d'État. Je suis impatient de voir quel chemin prendront les démocraties en Afrique. Et je me réjouis des démocrates forts et sûrs d'eux et des démocraties que je vois en Afrique.

L'Afrique a commencé depuis longtemps, c'est visible, à écrire l'histoire de la démocratie ! Dans les années 1990, la Namibie et l'Afrique du Sud se sont dotées d'une nouvelle Constitution. Le Kenya a suivi en 2010. La Constitution kényenne a remplacé un document qui datait de l'époque coloniale. Pendant plus de vingt ans, on s'est efforcé d'engager cette réforme, puis il y a eu un référendum. La nouvelle Constitution a engendré un climat de renouveau, que d'aucuns ont même qualifié de renaissance nationale. En amont des élections de cette année, les nouvelles institutions rééquilibrées ont déjà tenté d'avoir un effet modérateur. Il est essentiel qu'elles réussissent dans leur entreprise.

La démocratie est toujours aussi un chantier. Il en est de même en Allemagne. Ainsi, c'est seulement après l'échec de son premier État démocratique, la République de Weimar, que la démocratie allemande a créé une cour en tant que gardien de la Constitution. L'Allemagne national-socialiste et plus tard l'Allemagne de l'Est communiste n'avaient pas de cour constitutionnelle. Aujourd'hui, la Cour constitutionnelle fédérale joue un rôle important, constitutif dans la démocratie allemande.

Les chantiers en construction sont aussi encore nombreux dans les démocraties africaines. C'est vrai pour le renforcement des institutions politiques. Quand je considère, par exemple, les équipements en personnel et en matériel de nombreux parlements africains, je trouve qu'il y a sans aucun doute encore énormément à faire. C'est vrai aussi lorsque les citoyens veulent faire valoir leurs droits : pour de nombreux Africains, le poste de police ou le tribunal le plus proche est tellement loin qu'ils y réfléchissent à deux fois avant de se décider à y aller. Une coopération au développement renforçant les institutions de l'État de droit est donc une importante contribution apportée à la démocratie en Afrique. Partout où mon pays, l'Allemagne, pourra conseiller l'Afrique, elle le fera volontiers.

Main dans la main avec la démocratie, l'économie africaine a connu un développement porteur d'espoir. Ces dix dernières années en particulier, le continent a traversé une phase de croissance sans précédent dans l'histoire moderne. Six des dix économies à la croissance la plus rapide du monde sont en Afrique. La pauvreté baisse radicalement dans certaines régions du monde. Alors qu'il faisait encore en l'an 2000 le deuil de l'Afrique, un cas désespéré, le magazine « The Economist » a complètement changé d'avis

aujourd'hui et témoigne du respect à l'égard de l'Afrique, continent à la croissance la plus rapide du monde. « Lions on the move » (Les lions en mouvement), c'est ainsi qu'une société-conseil décrit le puissant essor de l'Afrique.

Il y a donc de fortes chances que l'on parvienne enfin à surmonter le vieux paradoxe africain de la pauvreté dans l'abondance et de la pénurie dans la richesse, comme le disait l'ancien président du Ghana et cofondateur de l'OUA, Kwame Nkrumah. L'intégration régionale y fournira un important apport. Les nouveaux lions africains bondiront ainsi encore plus puissamment. Dans certaines régions, les acquis sont déjà importants et vont jusqu'à des unions monétaires. Et c'est précisément lorsqu'une telle intégration réussit que tous les intéressés remarquent quel potentiel inexploité le commerce interafricain continue de représenter.

Une chose manque certainement encore davantage à l'intégration régionale, à savoir l'amélioration des infrastructures et la modernisation de l'agriculture. Ces deux éléments sont des domaines importants de la coopération au développement allemande et multilatérale. Et pourtant, les routes et l'électricité ne représentent pas à elles seules un miracle économique. Les ressources du sous-sol ne font pas davantage la prospérité des régions. Et même la jeunesse, pourtant un pur trésor, ne fait pas à elle seule la richesse d'un pays.

Seule une jeunesse bien éduquée parviendra à exploiter elle-même les richesses des pays africains, contribuant ainsi à la création de valeur sur place. Obtenir des grands projets livrés clés en main est séduisant. Mais il n'est possible d'ériger des infrastructures industrielles africaines durables qu'en s'appuyant sur des Africains qualifiés. Deux aspects sont ici en jeu : les connaissances théoriques et leur application pratique dans les entreprises. L'Allemagne partage volontiers ses bonnes expériences en matière de formation professionnelle. Elle s'y engage dans des projets menés dans les différents pays mais aussi dans ceux qui touchent le continent dans son ensemble, comme la construction de l'Université panafricaine en coopération avec l'Union africaine.

Les bénéfices d'une bonne formation dépassent largement le secteur économique au sens strict.

Je pense à la paix à l'extérieur : lorsque les jeunes ont l'opportunité d'obtenir un emploi qui pourvoie aux besoins de leur famille et leur offre une vie respectable et des perspectives, quel attrait pourrait bien présenter pour eux ce que prêchent les chantres de la violence et de la terreur ?

Je pense tout autant à la paix intérieure, au dépassement de la magie et de la sorcellerie qui inquiètent les individus et leur dérobent leur grandeur. Le fondateur de la sociologie moderne, Max Weber, a

forgé l'expression « désenchantement du monde » pour caractériser les changements nécessaires en Europe pour aboutir à une société industrielle. En Afrique aussi, nombres de certitudes anciennes dépérissent. Mais l'éducation permet d'éviter d'y voir uniquement une perte ou de se réfugier dans l'illusion d'une prémodernité idéalisée. J'observe avec curiosité et passion les débats autour de la « renaissance africaine », évoquée dès 1937 par Nnamdi Azikiwe, le futur premier président du Nigéria indépendant.

La renaissance implique en même temps qu'il ne peut être question de rejeter tout ce qui a été transmis. Quels éléments méritent, à l'avenir, d'être préservés et prolongés pour le bien de tout le peuple ? Les sociétés africaines donneront des réponses à ces questions. Ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est aussi la souveraineté de l'interprétation du passé africain. À quelles traditions l'Afrique veut-elle se rattacher, lesquelles souhaite-t-elle rejeter ? Y a-t-il des formes spécifiquement africaines des droits de propriété et d'usufruit ? Existe-t-il des lignes de conduite datant du passé précolonial concernant les rapports entre hommes et femmes, entre jeunes et anciens, entre sciences et croyances ? Rien n'est plus utile, sur cette voie africaine, que l'éducation. Comme le disait l'historien et égyptologue sénégalais Cheikh Anta Diop : « Formez-vous, armez-vous de sciences jusqu'aux dents (...) et arrachez votre patrimoine culturel. »

C'est précisément ce qui est en train de se produire. L'éducation est en plein boom. De 2000 à 2008, les taux de scolarisation ont augmenté de presque 50 % sur le continent. L'éducation renforce les individus et leur donne les moyens de faire quelque chose de leur vie. Elle nous porte à l'engagement et à la fierté. Elle conforte les citoyennes et les citoyens qui s'engagent avec courage contre la torture et la violence dans tout le continent. Elle soutient les citoyens qui remettent en cause les mutilations génitales que subissent les femmes dans certains pays en référence à des traditions culturelles ou encore les persécutions dont sont victimes les albinos ou les personnes homosexuelles. Je suis de leur côté. Les violations des droits de l'homme ne sauraient, à mon sens, être justifiées par des références à des traditions culturelles.

De plus en plus d'Africaines revendiquent une juste place dans la société. La politique livre toujours plus d'exemples dans ce domaine : non seulement vous-même, Madame la Présidente, mais aussi deux chefs d'État et de plus en plus de députées. D'ailleurs, dans huit pays africains, la proportion de femmes députées est plus élevée qu'en Allemagne. Et la moitié des commissaires de l'Union africaine sont des femmes.

Cependant, si cette lumière est réelle, il subsiste encore des ombres : quelles sont les chances des femmes dans l'économie et l'administration ? Celles des jeunes filles dans l'éducation ? Bien trop

souvent encore, les femmes sont victimes de violences. Mesdames et Messieurs, usez de votre influence pour que les femmes bénéficient des mêmes possibilités que les hommes !

Les défis et les changements sont grands. L'Union africaine, c'est-à-dire vous, joue un rôle central dans la réussite de ces missions. J'ai beaucoup de respect pour vos réussites, pour les efforts que vous accomplissez pour fixer des normes sur tout le continent en matière de démocratie, d'économie de marché et de droits de l'homme. Bien entendu, il faudra sans doute encore du temps pour que ces normes s'imposent partout, du Cap au Caire. Mais chaque président qui prolongera son mandat à l'encontre de sa propre Constitution, chaque putschiste qui prendra le pouvoir par la force le sait désormais : ses actes feront de l'Union africaine un adversaire à sa cause.

Je me réjouis que ces règles ne viennent pas seulement de l'étranger mais bien de l'Afrique elle-même. Dans le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, ce ne sont pas seulement les représentants gouvernementaux, mais aussi les sociétés civiles du continent qui s'examinent mutuellement à la loupe. La Convention de Kampala donne aux personnes déplacées le droit au respect de leur dignité. Et la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples entend proposer aux plaignants une plateforme africaine pour recevoir leurs plaintes.

Les tribunaux africains devront se pencher sur les rapports entre justice, impunité et sécurité, lesquels jouent aussi un rôle dans les discussions entourant le travail de la Cour pénale internationale de La Haye. La décision d'ouvrir une procédure ou non, à tel ou tel moment, restera dans chaque cas très difficile, tout particulièrement lorsqu'il s'agit de chefs d'État. Il sera certainement bon, à cet égard, que les Africains n'aient pas le sentiment que les décisions leur sont imposées de l'extérieur. Le nouveau Procureur de la Cour pénale internationale, Madame Bensouda, pourra apporter beaucoup à ces discussions.

La paix et la sécurité sur le continent africain sont une préoccupation majeure de l'Union africaine. En Europe, les voix tendant à l'équilibre n'ont pu ouvrir la voie de l'intégration européenne qu'après la Deuxième Guerre mondiale. L'Afrique a été épargnée par une guerre mondiale qui a ravagé tout ce continent. Mais elle est jusqu'à l'heure actuelle le théâtre de guerres internationales et civiles effroyables. D'après les estimations de l'ONU, plus de la moitié des enfants soldats de la planète se trouvent en Afrique. Maltraiter sciemment des enfants pour qu'ils tuent est une violation particulièrement cruelle des droits de l'homme. Il est de notre devoir à tous d'agir contre ce fléau.

L'Union africaine s'est fixé comme objectif de ne pas détourner les yeux dans les situations de guerre et de violence. Elle s'est ainsi sciemment détournée du précepte de non-intervention de

l'organisation à laquelle elle a succédé. C'est là une étape courageuse qui mérite le respect.

L'Allemagne continuera à soutenir l'Union africaine dans ses efforts pour la paix et la sécurité. Dans cet engagement, nous sommes le deuxième contributeur bilatéral de l'Union africaine. Le nouveau bâtiment du Département de la paix et de la sécurité est un symbole important de ce partenariat. Mais c'est vous, Mesdames et Messieurs les représentants de l'Union africaine, qui lui donnez vie et substance.

Les instruments de l'architecture africaine de sécurité n'existent pas seulement sur le papier : les populations de Somalie, du Soudan ou des Comores peuvent témoigner des missions armées de l'Union africaine. Mais ce ne sont pas les seules : l'Union africaine s'engage aussi pour empêcher que cette violence ne commence même à s'exprimer. Et elle ne capitule pas non plus devant les tâches qui semblaient jusqu'alors insurmontables, si j'en juge par l'accord sur le Congo qui vient d'être signé à Addis-Abeba.

Ces résultats demandent avant toutes choses un travail de longue haleine. Car le chemin qui mène à l'entente au terme, souvent, de décennies de conflits est long et pénible. Ce constat ne vaut d'ailleurs pas seulement pour l'Afrique : des troupes internationales de maintien de la paix sont aujourd'hui encore stationnées en Europe, dans certaines parties de l'ex-Yougoslavie, plus de vingt ans après l'éclatement des hostilités.

L'exemple le plus récent est la menace que la situation au Mali fait peser sur la paix. Un mélange de facteurs internes et externes y a conduit à la crise actuelle. Les acteurs occupés à la résoudre viennent de la région, du continent dans son ensemble et d'Europe, de France notamment. À Berlin, j'ai eu l'occasion d'évoquer l'intervention française avec plusieurs chefs d'État ouest-africains. Tous avaient un avis positif sur la rapidité de l'intervention. Je vois dans cette convergence de vues le signe d'une meilleure appréhension, en Afrique et en Europe, des intérêts communs. Lorsque la terreur est conduite à l'échelon mondial, une réponse régionale ne suffit souvent pas. C'est pourquoi l'Allemagne soutient également la lutte contre les terroristes sur le plan militaire. Là aussi, l'Allemagne sera partenaire de l'Union africaine.

Outre l'engagement toujours plus fort de l'Union africaine, la responsabilité de la paix et de la sécurité sur le continent africain incombe à mon sens aussi à la communauté internationale, aux Nations Unies. Le Conseil de sécurité à New York se saisit régulièrement et avec énergie des conflits en Afrique. Les plus importantes missions de maintien de la paix de l'ONU agissent au Soudan et au Congo. Le Conseil de sécurité débattant des affaires africaines et prenant des décisions à leur sujet, le continent africain devrait selon moi y être

également convenablement représenté et y prendre des responsabilités.

Mesdames et Messieurs, j'ai beaucoup parlé de la coopération étatique avec l'Union africaine. Je veux maintenant conclure. Et je le fais en saluant le renforcement des sociétés civiles africaines. Elles sont nombreuses à s'opposer avec beaucoup de courage contre le paternalisme et l'oppression dans leurs pays. Et elles s'allient de plus en plus fréquemment avec des organisations non gouvernementales d'autres pays et d'autres régions du monde. Je n'observe pas l'impuissance que l'on déplore souvent face aux soi-disant toutes-puissantes forces de la mondialisation. C'est une bonne chose. Car les problèmes mondiaux qui se posent pour l'avenir, tels que la lutte contre la pauvreté, les migrations et le changement climatique, nécessitent à la fois des nations fortes et des sociétés civiles fortes. Les citoyens engagés qui échangent leurs idées ont aussi une voix sur la scène mondiale. Préalablement et parallèlement aux négociations internationales sur le climat se forment désormais de larges coalitions composées de représentants de différents pays. Ou les défenseurs des droits de l'homme observent de près quelles sociétés emploient des enfants dans des pays africains ou procèdent à des déforestations illégales. La transparence engendre le changement. Cela est également vrai des partenariats pour le développement entre les communes, les écoles ou les hôpitaux.

Ravivée par ces courants de la société civile et le travail politique de l'Union africaine, une nouvelle image de l'Afrique émerge en ce début de XXI^e siècle en Europe et dans le monde entier. Plus il y aura de partenaires et d'échanges personnels, plus la description donnée de l'Afrique en Allemagne, encore trop limitée, sera riche. Les stéréotypes des sociétés ethniques immuables, archaïques et violentes s'éteindront. Car comme le dit si bien l'écrivaine nigériane Chimamanda Ngozi Adichie, il n'y a jamais « d'histoire unique ».

Les stéréotypes sont mauvais pour l'Europe et pour l'Afrique. Il nous faut un partenariat d'égal à égal pour relever ensemble les défis mondiaux. C'est dans cet esprit que je dis : Vive la coopération ! Vive l'Afrique, le berceau de l'humanité, le grand continent et sa si jeune population ! Vive l'expérience profonde et humaine selon laquelle rien ne lie mieux que l'humanité !